

**Encourager l'empowerment des femmes en Ouganda
au travers de la valorisation de leur parole et de leur leadership**



Un groupe de femmes VSLA (Village Saving and Loans Associations) dans le village d'Unyama, mis en place par GWED-G (2016). Ce groupe très actif a bénéficié de multiples projets, notamment des formations sur la méthodologie VSLA, la gestion des finances, la création d'activités génératrices de revenus et, plus récemment, sur le leadership des femmes.

1. **Données propres à l'association et à son projet**

– 2 a –	Projet
Nom de l'association	Eirene Suisse
Nom du projet	Encourager l'empowerment des femmes en Ouganda au travers de la valorisation de leur parole et de leur leadership
Coordonnées (Personne de contact en Suisse)	Morard Bastien Rue des Côtes-de-Montbenon 28, 1003 Lausanne +41 22.321.85.56 bastien.morard@eirenesuisse.ch
Résumé du projet	Le taux de violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) est élevé en Ouganda. Les facteurs en sont les normes patriarcales, la stigmatisation liée au HIV, le manque d'accès à l'éducation et l'alcoolisme. De ce fait, 56% des femmes (15 à 49 ans) ont déjà expérimenté des cas de VSBG. Dans ce contexte, GWED-G défend l'égalité des genres et remédie aux VSBG en développant des programmes augmentant la représentation et la participation des femmes dans les décisions politiques. GWED-G excelle en termes de formation et de sensibilisation. Cependant, leurs activités manquent de visibilité et l'organisation peine à communiquer ses succès. Ce projet vise ainsi à travailler sur 2 axes : la communication externe des activités auprès des autorités locales, de la population et des organisations de la société civile ; la communication interne entre direction et collaborateurs, contribuant à sa consolidation institutionnelle. Il permettra ainsi de démultiplier les effets déjà déployés sur le terrain.
Localisation	Ouganda, District de Gulu, Gulu (carte de l'Ouganda en annexe)
Durée du projet	2 ans : du 01.09.2020 au 31.08.2022
Contexte du projet	<p>Ce projet s'intègre dans le cadre des activités de GWED-G en Ouganda. L'ONG est basée à Gulu, deuxième plus grande ville du pays située au nord du pays. Le projet de GWED-G dans la lutte contre la VSBG cible notamment les districts de Gulu, Awach, Palaro Amuru, Nwoya et Omoro et entend s'étendre à d'autres districts où les besoins en la matière sont importants (Kitgum, Pader, Agaga, sous-région du West Nile). L'Ouganda est situé dans la région des Grands Lacs, dans laquelle la situation politique est fragile. Il est entouré de pays tels que la République Démocratique du Congo, le Burundi ainsi que le Soudan du Sud. La proximité avec ces pays accroît les risques de problèmes humanitaires, l'Ouganda accueillant en effet de nombreux réfugiés de la sous-région fuyant les conflits.</p> <p>La population de l'Ouganda était estimée à 41.5 millions en 2016. D'après le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement de 2016, le pays se situe au même niveau qu'Haïti en ce qui concerne l'index de développement humain (IDH), occupant la 163^{ème} place sur 188 pays et le plaçant de fait dans la catégorie la plus basse.</p> <p>En 1987, l'armée de Résistance du Seigneur (LRA) s'est rebellée contre le gouvernement ougandais au nord du pays, ce qui a conduit à une guerre civile qui a duré plus de 20 ans et eu des conséquences dévastatrices quant aux progrès de cette partie du pays en termes de développement. Durant cette période, le nombre de personnes déplacées est estimé à 1.5 millions, la majorité se trouvant à l'intérieur du pays dans des camps aux conditions de vie épouvantables. La LRA a enlevé plus de 20'000 enfants et tué des milliers de personnes. Le conflit s'est terminé en 2005 avec le retrait de la LRA en RDC, laissant environ 90% de la population du nord de l'Ouganda dans des camps de déplacés¹.</p> <p>Les problèmes sociaux rencontrés dans la région à l'heure actuelle sont des conséquences directes du conflit et des déplacements massifs de personnes. Entre autres, on dénombre un taux élevé de violences sexuelles et basées sur le genre (ci-après VSBG), une insécurité alimentaire marquée et un taux de sous-emploi très élevé, les deux derniers facteurs contribuant à renforcer les VSBG.</p>

¹ Source : Simmons-Stern, L. (2013). Economic Empowerment and Gender-Based Violence: A Practicum Study of Action Against Hunger in Post-Conflict Northern Uganda. *Independent Study Project (ISP) Collection*, Paper 1519.

L'ampleur des VSBG est difficile à mesurer, que ce soit en termes qualitatifs ou quantitatifs, en raison d'une stigmatisation marquée associée à la victimisation qui conduit à des taux de report des cas de violence peu élevés. D'après UN Women, 56% des femmes ougandaises âgées de 15 à 49 ans ont reporté avoir expérimenté personnellement des cas de violence physiques dès l'âge de 15 ans². Au centre de la région nord de l'Ouganda, les chiffres montent jusqu'à 60,6% en ce qui concerne les violences conjugales³, et tout porte à penser que ces chiffres sont sous-estimés pour les raisons évoquées ci-dessus.

Malgré les nombreux challenges associés au développement dans un contexte d'après-conflit, le gouvernement ougandais a élaboré une Constitution qui cherche notamment à protéger les droits des femmes, dont entre autres « un cadre légal, des stratégies et des programmes pour protéger les droits humains des femmes et progresser vers l'égalité des genres »⁴. A l'heure actuelle, un tiers des positions ministérielles majeures sont détenues par des femmes. Depuis 2007, plusieurs lois et projets visant à lutter contre les VSBG ont été adoptés, notamment la *Uganda Gender Policy* (2007), le *Domestic Violence Act* (2010), les *Domestic Violence Regulations* (2011) et la *Female Genital Mutilation Bill* (2010). Alors même que ces actes législatifs offrent une vision prometteuse des intentions du gouvernement pour réduire les VSBG, il faut reconnaître que leurs effets en termes de protection des femmes ont été très limités. En effet, les niveaux de VSBG n'évoluent guère vers le bas en raison d'une faible implémentation des programmes gouvernementaux sur le terrain⁵, particulièrement dans les régions rurales du nord qui souffrent d'un manque de stations et de bureaux de police où les victimes pourraient dénoncer leur cas⁶. L'effet de victimisation persistant est renforcé par l'absence de services psychosociaux en mesure de comprendre les problèmes liés aux VSBG, ce qui a conduit à la banalisation de la violence et de la torture dans la vie domestique privée et publique, pendant et après le conflit⁷.

Les populations affectées par des crises/conflits sont exposées aux violences sexuelles en tant que victimes de viol durant les conflits, tout comme à une augmentation des violences conjugales. Les chiffres montrent une intensification des violences conjugales après les conflits. Les études sur les régions sujettes aux conflits dans le nord de l'Ouganda ont montré que 60% des femmes de ces régions ont été victimes d'une forme ou d'une autre de violences sexuelles⁸. Les VSBG affectent fortement les bien-être physique et psychologiques de la population, mettant en péril le développement humain et l'émergence d'une société en paix. Ce problème est intégralement connecté aux autres problématiques rencontrées dans la reconstruction post-conflit et la consolidation de la paix, à savoir les épidémies de SIDA/HIV, un niveau élevé de violence, un taux élevé de conflits fonciers, l'alcoolisme et les barrières socio-culturelles posées par les sociétés patriarcales⁹.

Des difficultés structurelles continuent d'entraver l'amélioration de la qualité de vie des femmes dans le nord de l'Ouganda, particulièrement au regard des normes de genre et des rôles sociaux. Celles-ci relèguent les femmes à un rang de subordonnées et les excluent des processus de décision. Elles se voient dès lors privées d'accès à l'éducation et aux activités économiques. Ces facteurs, qui freinent largement les progrès dans l'atteinte de l'égalité des genres, sont aussi des facteurs qui contribuent à accroître la vulnérabilité des femmes face aux VSBG. Il importe dès lors d'en expliciter les plus importants.

Les valeurs et normes patriarcales

L'inversion des rôles traditionnels durant la guerre civile a menacé les normes et les traditions de masculinité fortement ancrées dans la culture Acholi. Pour les hommes, le symbole le plus important de la virilité se retrouvait dans le fait de protéger sa famille et de fournir ce dont elle avait besoin pour survivre. Dans les camps de déplacés, les hommes ont perdu leurs moyens de subsistance et leur autonomie économique, tout comme leurs capacités de protéger leur famille. En raison de la guerre, des ménages dirigés par les femmes ont émergé et celles-ci ont entrepris des activités économiques pour assurer leur survie, empiétant ainsi sur le territoire traditionnellement réservé aux hommes.

De plus, tout comme les femmes, de nombreux hommes ont expérimenté des violences sexuelles, tels que des viols durant la guerre, et vivent en tant que victimes sans aucun support¹⁰. Beaucoup d'hommes ont en effet gardé ce qu'ils ont vécu pour eux-mêmes, en partie à cause de la loi ougandaise qui punissait de mort les relations homosexuelles (Bill N° 18, 2009), malgré sa révision en 2014.

L'impact de la guerre et des migrations forcées a donc conduit à une déviation par rapport à la « normalité » et une perte des moyens de subsistance qui a généré une inversion des rôles. En conséquence, des mécanismes mal adaptés avec pour but de restaurer l'ordre social se sont mis en place. D'après certains chercheurs, la VSBG a été normalisée dans le but de reprendre le pouvoir et le contrôle sur les femmes afin d'aider les hommes à regagner l'image de masculinité véhiculée par les normes sociales d'avant-conflit.

² UN WOMEN <http://africa.unwomen.org/en/where-we-are/eastern-and-southern-africa/uganda>

³ Source: Lundgren, R., Adams, M.K. (2014). Safe Passages: Building on cultural traditions to prevent gender-based violence throughout the life course. *Gendered Perspectives on International Development*. (53-70).

⁴ UN WOMEN <http://africa.unwomen.org/en/where-we-are/eastern-and-southern-africa/uganda>

⁵ Source: Lundgren, R., Adams, M.K. (2014). Safe Passages: Building on cultural traditions to prevent gender-based violence throughout the life course. *Gendered Perspectives on International Development*. (53-70).

⁶ Source: Amnesty International. (2010). 'I Can't Afford Justice': Violence Against Women in Uganda Continues Unchecked and Unpunished. London: *Amnesty International*, Print.

⁷ Source: Durick, E.H. (2013). Post-conflict Development in Northern Uganda: The Importance of Holistically Addressing Sexual and Gender-based Violence, *consulté le 15/04/2018*:

http://trace.tennessee.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2625&context=utk_chanhonoproj

⁸ Source: Population Council. (2016). Screening for Sexual and Gender-based Violence in Emergency Settings in Uganda: An assessment of feasibility, *Population Council Report*

⁹ Source: Okello, M., Hovil, L. (2007). Confronting the Reality of Gender-based Violence in Northern Uganda. *International Journal of Transitional Justice*, 1(13): 433-443.

¹⁰ Source : Justice and Reconciliation Project (JRP). (2017). Engaging Men and Boys in Redress for Conflict-SGBV in Northern Uganda, *JRP Consultative Dialogue*.

Le VIH/SIDA

Les femmes ougandaises atteintes du SIDA sont trois fois plus exposées à des violences conjugales et aux VSBG¹¹, un rapport qui s'élève même à dix fois pour les jeunes femmes atteintes. De surcroît, les femmes atteintes du SIDA sont largement soumises à une stigmatisation sociale conduisant souvent à l'exclusion, notamment en ce qui concerne les activités économiques. La peur de cette stigmatisation décourage aussi les personnes à entreprendre des tests de dépistage, et les traitements qui en découleraient. C'est particulièrement le cas pour les femmes, car les conséquences peuvent être violentes, comme par exemple des dépossessions de terrain/propriété ou encore le fait de se faire renier par sa famille¹². Finalement, il importe de mentionner que l'Ouganda a le taux d'orphelins atteints du SIDA le plus élevé au monde¹³. Ceux-ci sont très vulnérables et sujets à l'abandon et à l'exclusion sociale.

La participation économique

Les activités économiques des femmes sont très limitées par les responsabilités et les rôles sociaux, le manque de propriété et d'accès aux biens productifs, une faible participation aux processus de décision ainsi qu'une charge de travail domestique intense. Le manque de temps à disposition impacte dès lors négativement la participation des femmes aux activités génératrices de revenu. Le rôle traditionnel de la femme requiert de longues heures de travail domestique tels que l'agriculture, préparer les repas, aller chercher de l'eau, ramasser du bois, moudre les grains ou encore s'occuper des enfants¹⁴.

Le manque d'accès à la propriété foncière

Le peuple Acholi du nord de l'Ouganda a adopté un système d'héritage de la propriété foncière basé sur la lignée patriarcale. Dès lors, les femmes se voient très souvent refuser l'héritage des terres familiales, ce qui limite fortement leurs opportunités d'amélioration de leur conditions économiques. De nombreuses disputes éclatent pour des raisons foncières, ce qui représente une cause importante de VSBG, principalement de violences conjugales.

Le manque d'accès à l'éducation

Dans le district de Nwoya par exemple, où le projet est principalement implanté, le taux d'analphabétisation des femmes âgées de plus de 18 ans se monte à 54%, contre 20% pour les hommes¹⁵. Le faible niveau d'éducation pour les hommes comme pour les femmes est un facteur qui affecte négativement leurs possibilités d'emploi, sachant que 88.8% de la population âgé de plus de 15 ans du district n'est soit pas à l'école, soit n'a pas terminé d'études secondaires (83.5% pour les hommes et 94.2% pour les femmes). Combiné aux autres facteurs, un faible taux d'éducation contribue également à augmenter le nombre de cas de VSBG.

L'alcoolisme

Les études menées dans 4 districts du nord de l'Ouganda ont montré que l'alcool y est aussi une source importante de l'augmentation des VSBG dans la région¹⁶. L'absence d'un support social et psychologique disponible semble avoir poussé la population, les hommes comme les femmes, à recourir à l'alcool pour surmonter les conséquences traumatisantes de la guerre et des migrations forcées.

Les conséquences des VSBG sont importantes et pèsent sur les initiatives de développement de la société : en plus de la mort comme conséquence directe des violences ou par les nombreux suicides que celles-ci engendrent, les VSBG ont des impacts négatifs sérieux au niveau de la santé, physique et psychologique. Les victimes souffrent aussi souvent de détresse émotionnelle, et d'une mauvaise santé reproductive, et ont un recours intensif aux services de santé. Les femmes victimes de viol sont aussi plus exposées à contracter le VIH. De plus, les conséquences de ces violences se ressentent sur les générations futures, car les enfants témoins de violences domestiques sont aussi victimes de dommages psychologiques et plus enclins à reproduire les gestes observés¹⁷. Dans un contexte où une part importante de la population est déjà victime de syndromes post-traumatiques lié à la guerre, aux déplacements forcés et aux conditions de vie misérables expérimentés dans les camps de déplacés, il est donc très important d'aborder le problème des VSBG. En effet, la sensibilisation de la population à la problématique des genres et l'autonomie des femmes a un impact positif sur l'entier de la communauté. Les revenus supplémentaires dont les femmes disposent sont généralement investis dans l'éducation des enfants et dans des biens de première nécessité indispensables au développement harmonieux du noyau familial, comme par exemple des biens médicaux. Elles ont aussi une influence positive sur les

¹¹ Source : Durick, E.H. (2013). Post-conflict Development in Northern Uganda: The Importance of Holistically Addressing Sexual and Gender-based Violence, *consulté le 15/04/2018*: http://trace.tennessee.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2625&context=utk_chanhonoproj

¹² Source : UN WOMEN 2012: Effective Approaches to Addressing the Intersection of Violence Against Women and HIV/AIDS: Findings from Programmes Supported by the UN Trust Fund to End Violence Against Women.

¹³ Source : Save the Children. (2011). Children's situation in Uganda. Resource Center on Child Protection and Child Rights Governance.

¹⁴ Source : Simmons-Stern, L. (2013). Economic Empowerment and Gender-Based Violence: A Practicum Study of Action Against Hunger in Post-Conflict Northern Uganda. *Independent Study Project (ISP) Collection*, Paper 1519.

¹⁵ Source : Uganda Bureau of Statistics. (2017). The National Population and Housing Census 2014 – Nwoya District. *Area Specific Profile Series*, Kampala, Uganda. NWOYA Census Report 2014.

¹⁶ Source : Bukuluki, P., Makerere, A., *et al.* (2013). Perceptions of the Drivers of Sexual and Gender Based Violence in Post Conflict Northern Uganda. *International Letters of Social and Humanistic Sciences*, 10, 84-102.

¹⁷ Source : baseline study on gbv and sgbv - may 2013 - rwamrec

	<p>prochaines générations d'hommes, ce qui permet d'avoir un impact durable sur le niveau de VSBG et de violence de manière générale. L'empowerment des femmes est donc un élément fondamental dans la recherche de la construction d'une société harmonieuse et d'une paix durable.</p>
<p>Justification du projet (Pourquoi ? Pour qui ?)</p>	<p>Le taux de VSBG est particulièrement élevé en Ouganda. Le travail de GWED-G vise à réduire ces violences et injustices liées au genre en défendant les droits des femmes et communautés exclues. Pour ce faire, elle se base sur un large éventail de groupe sociaux : groupes de femmes, réseaux d'hommes, de jeunes et d'enfants, tant dans les écoles que dans les communautés. Par l'éducation, la formation, le transfert de compétences, la sensibilisation, les plaidoyers et la création de partenariats, GWED-G parvient à promouvoir et faire respecter les droits des femmes et des communautés exclues. En parallèle, l'organisation cherche à attirer l'attention et associer à ses projets les différents représentants des autorités locales et nationales pour qu'ils soutiennent ces programmes. Les succès obtenus par GWED-G dans ses programmes de lutte contre les VSBG ne sont ainsi plus à démontrer. Ces projets de sensibilisation et de formation menés dans la région de Gulu ont un impact direct sur la vie des femmes concernées et contribuent à défendre les droits des femmes et à réduire sensiblement les VSBG.</p> <p>En revanche, les résultats obtenus à travers ces programmes ne sont encore pas communiqués de manière appropriée auprès des autorités, de la population et des différents acteurs. Or, les activités de formation et de sensibilisation menées par GWED-G ne peuvent avoir un réel impact que si elles sont relayées et diffusées le plus largement possible. Plus ces succès seront connus du grand public, plus ils auront de chances de créer un effet d'entraînement en décuplant le nombre de personnes sensibilisées à la problématique des VSBG et à la défense des droits des femmes. De ce fait, GWED-G a maintenant besoin de développer ses compétences en matière de communication interne et externe. L'amélioration de la communication interne entre la direction et les collaborateurs et de la planification permettront la consolidation institutionnelle de GWED-G et serviront à améliorer ses processus organisationnels. La communication externe des activités de l'organisation auprès des autorités locales, de la population, des organisations de la société civile, des associations communautaires de base, des organisations internationales et des ambassades contribuera elle à démultiplier les effets des programmes déjà déployés sur le terrain. Les personnes impactées par ce projet seront les femmes entre 14 et 50 ans de manière générale, puisque la défense de leurs droits sera rendue visible à l'échelle locale, régionale, voire nationale. La société dans son ensemble bénéficiera également indirectement de ce projet par la promotion de la lutte contre les VSBG et la défense des droits des femmes.</p>
<p>Liens avec les 17 objectifs de développement durable (ODD)</p>	<p>ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces</p>
<p>Bénéficiaires directs et indirects</p>	<p>Le projet touchera environ 48'840 bénéficiaires directs dans les différents groupes cibles d'impacts et 229'548 bénéficiaires indirects dans la région de Gulu. Parmi les bénéficiaires du projet figurent les femmes et les filles pauvres et vulnérables, âgées de 14 à 50 ans, et les victimes de la guerre (femmes et filles, hommes et garçons). Le projet veillera à ce que les jeunes âgés de 12 à 35 ans soient également ciblés par les différentes activités. Les groupes cibles spécifiques comprendront les enfants nés en détention, les mères-enfants, les enfants soldats, les victimes de viols et de mutilations, les anciens combattants, les dirigeants locaux, les activistes communautaires, les chefs de sous-comtés, les victimes d'expulsions de terres et les victimes de violences sexuelles.</p>
<p>Approche et stratégie (Comment ?)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cohérence avec la stratégie d'intervention de l'Association - Réponses aux problèmes de dominance/dépendance - Rapport hommes/femmes - Renforcement institutionnel - Effet d'entraînement - Impacts indirects 	<p>Pour apporter son appui au travail opérationnel et aux activités de formation, Eirene Suisse a opté pour la coopération par échange de personnes. La coopération au développement par l'échange de personnes consiste à affecter des volontaires qualifiés auprès d'associations locales du Sud, qui mènent elles-mêmes des projets de développement et de promotion de la paix et droits humains. Les volontaires s'inscrivent dans la démarche du partenaire, en mettant leurs compétences à sa disposition, avec comme but à terme de transférer leurs connaissances aux collaborateurs locaux et ainsi augmenter leur autonomie (appui et conseil, formation et effet multiplicateur). Dans cette optique, ils assistent, avant leur départ, à des formations sur des thématiques telles que la gestion de projet, des méthodologies participatives de transfert de compétence, l'approche genre, les incontournables du développement, la communication interculturelle. L'engagement solidaire et de longue durée des volontaires, proche des bénéficiaires, favorise l'échange interculturel qui est au cœur de cette forme de coopération. La relation de proximité et d'égal à égal du volontaire avec ses homologues locaux permet de répondre de manière souple et adaptée aux besoins des partenaires. Elle favorise le dialogue et la compréhension mutuelle. La sensibilisation et l'information en Suisse, qui fait partie du cahier des charges du volontaire durant son affectation, permet également d'établir des liens entre la Suisse et le pays d'accueil¹⁸.</p> <p>Le secteur de communication interne et externe de GWED-G a besoin d'être renforcé afin que ses actions soient mieux connues du public. En effet, la communication est un outil indispensable au fonctionnement interne, ainsi qu'à la reconnaissance d'une problématique, à sa visibilité et au plaidoyer auprès</p>

¹⁸La partie sensibilisation du projet sera financée par les autres bailleurs de fonds de ce projet

	<p>des organes concernés. Or, GWED-G rencontre de nombreux problèmes de communication interne et souffre d'un manque de visibilité. S'agissant d'un sujet très complexe, les collaborateurs de GWED-G ont des lacunes théoriques en la matière et dans la manière d'appréhender la problématique. C'est ainsi que GWED-G a fait appel à Eirene Suisse pour le renforcement du secteur communication, avec l'envoi d'un volontaire spécialiste en communication, ayant de surcroît de très bonnes connaissances en évaluation et monitoring, dont il pourra faire bénéficier les collaborateurs de l'organisation partenaire.</p> <p>Pour ce projet en renforcement du secteur de la communication de GWED-G et des compétences en matière de plaidoyer des collaborateurs, le volontaire intègre l'équipe de communication de l'organisation et échange ses connaissances avec les membres de l'équipe. Le volontaire appuiera l'amélioration de la communication interne entre la direction et les collaborateurs et contribuera à la consolidation institutionnelle de l'organisation. Les actions de communication externes auxquelles participe le volontaire sont dirigées vers les autorités locales, les médias, les organisations de la société civile, les associations communautaires de bases, les organisations internationales, les ambassades et l'opinion publique en général. Pour finaliser ce renforcement, un échange Sud-Nord est prévu à la fin de ce partenariat avec le volontaire et son homologue local en Suisse pour renforcer le plaidoyer, l'empowerment du partenaire et le réseautage international. Il est en effet prévu d'organiser une table ronde publique, ainsi que des échanges avec des professionnels des violences basées sur le genre en Valais pour développer le partage de savoir, de nouvelles connaissances réciproques, ainsi que des passerelles entre le Sud et le Nord¹⁹.</p> <p>Le volontaire, Bastian Collet, se révèle être un volontaire tout à fait adéquat pour atteindre les objectifs décrits dans ce document. Il a suivi des études en Science politique et Relations internationales (niveau Master). Il est actif en politique depuis plusieurs années aux niveaux communal, régional et national. A travers cet engagement politique et ses expériences professionnelles, il s'est consacré à améliorer le fonctionnement et à rendre visible les différentes organisations pour lesquelles il a travaillé (relations publiques, réseaux sociaux, crowdfunding, évènementiel notamment). Que ce soit en tant qu'assistant à la coordination pour un projet de développement en Guinée (Conakry), en tant qu'adjoint du porte-parole d'un grand parti national ou par ses nombreuses fonctions dans des associations locales et nationales, Bastian Collet a acquis depuis plus de 5 ans les outils communicationnels et organisationnels nécessaires à une adaptation rapide et efficace dans le contexte ougandais.</p> <p>Parallèlement, il a à de nombreuses reprises effectué des remplacements de longue durée à l'École de commerce et de culture générale de Sion, ainsi qu'en primaire et au Cycle d'orientation dans tout le canton. Cette expérience complémentaire lui a permis de développer des compétences pédagogiques en matière de formation qui seront appréciables lorsqu'il s'agira de former le personnel sur place. Bien implanté à Bramois, le volontaire permet également de sensibiliser en Suisse un réseau de connaissances très diverses aux problématiques de la coopération internationale et plus particulièrement sur la situation des VSBG.</p> <p>Fort de son expérience, il saura ainsi comprendre et analyser les attentes concrètes de GWED-G pour ensuite leur apporter l'expertise utile à la meilleure visibilité et à la consolidation institutionnelle de l'organisation. Tant par ses qualités humaines que professionnelles, ce volontaire complètera ainsi avantageusement l'équipe pour que l'organisation puisse rayonner et défendre plus largement les droits des femmes en Ouganda, plus spécifiquement dans la région de Gulu, mais potentiellement au-delà.</p>
<p>Partenaire local principal</p> <p>- Nom - Adresse - Statut institutionnel - Relations avec ONG du Nord - Bref descriptif : activités principales, forces et faiblesses, etc.</p>	<p><u>Gulu Women Economic Development and Globalization (GWED-G) : P.O. Box 1257, Gulu, Uganda</u> : GWED-G est une ONG basée à Gulu, en Ouganda, active depuis 2004. Il s'agit d'une organisation spécialisée dans la défense des droits humains, des droits liés à la santé reproductive et dans le renforcement des droits des femmes et de leur participation à la vie de la société.</p> <p>Les principales activités menées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir le respect des droits humains, avec un accent particulier sur les droits des femmes et des filles <ul style="list-style-type: none"> o Sensibiliser à l'égalité des genres et à la bonne gouvernance ; o Renforcer les capacités des groupes de femmes tout en consolidant les réseaux de femmes ; o Promouvoir l'accès à la justice pour les femmes et les filles sur les questions de droits de propriété et des violences à l'égard des femmes ; o Donner aux groupes de femmes les moyens de gérer leurs activités génératrices de revenus ; o Renforcer les partenaires pour répondre aux questions relatives aux droits fondamentaux des femmes. - Promouvoir la paix auprès des jeunes <ul style="list-style-type: none"> o Améliorer la connaissance, la compréhension et l'appréciation des droits humains et de la transformation pacifique des conflits chez les jeunes ; o Donner aux jeunes leaders les moyens de promouvoir les droits humains et de devenir des agents de changement dans leurs communautés ; o Fournir des compétences et des opportunités d'activités génératrices de revenus (AGR) pour améliorer le statut socio-économique des jeunes. - Prévention du SIDA/VIH et santé maternelle <ul style="list-style-type: none"> o Sensibilisation au VIH/sida par l'éducation à la santé maternelle et la prévention de la transmission de la mère à l'enfant (PTME) ;

¹⁹ Cf. Annexe g_Echange Sud-Nord

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Distribution de "Mama Kits" aux mères séropositives. - Lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) ○ Dialogues communautaires avec des hommes, des femmes et des dirigeants locaux ; ○ Formation de personnel et d'animateurs communautaires aux méthodes de prévention des VSBG ; ○ Campagnes de sensibilisation dans les communautés ; ○ Distribution de matériel d'éducation et de communication à toutes les parties prenantes dans le district, les sous-comtés et les paroisses. Ce matériel comprend des affiches, des autocollants, des porte-clés et des tableaux. - Soutien psychosocial et soutien aux moyens de subsistance pour les victimes de la guerre - Plaidoyer et recherche <p>La force du partenaire est sa spécialisation ainsi que la formation de ses membres. Les activités mises en place sont extrêmement qualitatives et l'expérience du partenaire lui donne une réelle légitimité. Des exemples concrets de certains de leurs aboutissements sont présentés sur leur site internet²⁰. Néanmoins GWED-G souffre du même mal que beaucoup d'organisations du Sud très spécialisées, à savoir un besoin en renforcement institutionnel, ainsi que des capacités de formalisation de ce qui est mis en place.</p> <p>GWED-G continue son action grâce à des partenariats renforcés en matière de support et de collaboration avec des donateurs très variés telles que l'Union européenne, des ambassades, des fonds américains (USAID, Globmed, American Jewish Society, Open Society Foundation), Amnesty International, la Cour pénale internationale, mais également des fondations telles que Diakonia ou encore des ONG.</p> <p>Eirene Suisse travaille d'ores et déjà en collaboration avec GWED-G puisqu'une volontaire spécialiste des questions de genres mène actuellement un projet pour cette organisation, et ce jusqu'en mai 2021. Eirene Suisse achète également de l'artisanat fabriqué par un groupe de femmes soutenu par GWED-G. De plus, la proximité et la relation qu'entretient déjà le coordinateur local avec les membres de l'organisation partenaire sont un atout majeur.</p>
<p>Autres partenaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nom/ statut - Rôle spécifique dans le projet 	<p>N/A</p>
<p>Ressources</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personnel - Matériel - Participation locale/valorisation 	<p>Le partenaire local s'engage activement, puisqu'il a tout d'abord rédigé le présent programme. Il s'est également engagé à participer de manière modeste, notamment par le biais des frais de nourriture et de déplacement du volontaire. Le partenaire s'engage également à assurer le salaire de l'homologue lors de sa visite en Suisse dans le cadre de l'échange Sud-Nord. Finalement, il s'engage à mettre à disposition du volontaire toutes les ressources nécessaires pour l'atteinte de ses objectifs.</p> <p>Sur place, le partenaire met à disposition 5 collaborateurs qui encadreront et soutiendront le volontaire pour qu'il puisse accomplir sa mission dans les meilleures conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pamela Angwech – Spécialiste des questions de genre et Directrice de GWED-G - Beatrice Abwola – Spécialiste en éducation et en Recherche, Monitoring & Evaluation - Wiliam Oloya – Conseiller technique - Immaculate Alanyo – Responsable du programme d'assurance qualité - Innocent Wokorach – Assistant Monitoring & Evaluation <p>Étant donné le niveau de pauvreté des femmes rurales, ces bénéficiaires ne participent pas au financement direct du projet. Le volontaire participe également au financement du projet par le biais de la création de son groupe de soutien, qui participe notamment au financement du projet. Il s'engage également à faire une restitution à son retour en Suisse dans le cadre du programme de sensibilisation d'Eirene en Suisse. Eirene s'engage à couvrir les frais du volontaire, de son suivi depuis la Suisse, ainsi que la partie non-couverte de la coordination locale sur place. Eirene participe également directement au financement du projet.</p>

²⁰ <https://gwed-g.org/success-stories/>

<p>Suivi et évaluation</p>	<p>Les indicateurs développés dans le cadre logique ainsi que la planification seront supervisés par le coordinateur local d'Eirene Suisse de manière régulière, afin de s'assurer que les objectifs soient atteints et de la conformité des rapports périodiques réalisés par le partenaire local avec la réalité du terrain. La proximité et la relation qu'entretient déjà le coordinateur local avec les membres de l'organisation partenaire sont un atout majeur.</p> <p>Le suivi des affectations est assuré par la coordination d'Eirene Suisse, appuyée par sa coordination locale en Afrique des Grands Lacs, chargée de l'accueil sur place, des démarches administratives, de l'intégration auprès du partenaire, du suivi personnel et professionnel et des mesures de sécurité le cas échéant.</p> <p>Le suivi des volontaires et de leur travail répond à une procédure précise de monitoring qui comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Établissement d'un contrat bipartite entre le volontaire et Eirene, ainsi qu'un contrat tripartite entre le volontaire, Eirene et GWED-G ; ✓ Une visite de la coordination locale après un ou deux mois pour actualiser le cahier des charges ; ✓ Un suivi téléphonique mensuel ; ✓ Une visite trimestrielle au moins de la coordination locale, comprenant un entretien individuel avec le volontaire, un entretien avec l'organisation partenaire, une réunion tripartite, ainsi qu'une visite de projet ; ✓ Des rapports de la coordination locale sur les activités du volontaire et du partenaire adressés à la coordination d'Eirene Suisse, incluant également des analyses en termes de contexte et d'allocation du budget ; ✓ Un échange constant entre la coordination locale et le volontaire ; ✓ Des contacts réguliers par email/téléphone avec le volontaire de la part de la coordination suisse, ainsi qu'une visite de la coordination suisse durant la mission du volontaire ; ✓ Deux réunions d'évaluation à l'année entre l'organisation partenaire et la coordination locale ✓ Un rapport final narratif et financier ; ✓ Des bulletins d'information réguliers. <p>Au niveau du suivi de l'avancée du projet, le monitoring comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Un rapport annuel rédigé par toutes les parties (volontaire, partenaire local, coordination locale et coordination Suisse) ; ✓ Une visite de terrain suivi/évaluation annuelle de la part de la coordination ; ✓ Un rapport final narratif et financier ; ✓ Des bulletins d'information envoyés aux donateurs et bailleurs du projet sur demande. <p>Les dépenses les plus importantes du projet (échange de personnes) sont directement versées d'Eirene Suisse au volontaire et les charges payées en Suisse le sont aussi par Eirene Suisse. Le contrôle financier du projet est réalisé en interne, tandis que les comptes de l'AM sont révisés chaque année par une fiduciaire.</p>
<p>Pérennité - Perspective après-projet - Ressources disponibles - Mesures de pérennisation</p>	<p>A la fin de la mission du volontaire, l'homologue du volontaire, les autres collaborateurs et les membres de l'organisation auront été renforcés par des coachings et des formations. Ce personnel prendra la relève. L'autonomisation se fera en étape grâce à différentes méthodologies : l'organisation de séances de travail en équipe, la mise en place d'un plan d'action pour la mise en œuvre des acquis, des formations successives pour s'assurer de la mise en pratique des acquis, ainsi que par l'évaluation régulière du plan d'action. De plus, le renforcement de la communication et de la recherche de fonds doit permettre au partenaire de bénéficier d'une plus grande autonomie financière.</p> <p>Les effets d'entraînement sont particulièrement élevés pour ce projet. En effet, la mise en place d'un pôle de compétences en plaidoyer et communication permettra de pérenniser le savoir et la mise en place de projets pour lutter contre les VSBG et surtout de renforcer leur visibilité tout azimut. Ce pôle de compétences pourra également permettre de former le personnel d'autres organisations qui désirent développer des compétences en plaidoyer et communication. Le volontaire va offrir au partenaire de nombreux outils, d'ordre organisationnel également, pour garantir que le partenaire puisse pérenniser sur le long terme ses rentrées financières.</p>

2. **Cadre logique :**

Finalité (ou objectif général)	Amélioration de la situation des femmes à travers la valorisation de leurs prises de paroles et l'affirmation de leur leadership		
Objectif spécifique	Indicateurs	Sources de vérification	Hypothèses
<p>OS1 : Améliorer la représentation, les compétences en leadership et la participation effective des femmes en politique et dans les prises de décisions au niveau de la région, du district et des communautés.</p>	<p>OS1 I 1 : Le nombre de femmes à des postes à responsabilités augmente OS1 I 2 : Le nombre d'hommes et de femmes des conseils se montrant favorables à la participation active des femmes augmente OS1 I 3 : Les questions de genre sont abordées et considérées aussi importantes que d'autres thématiques centrales durant les conseils OS1 I 4 : Le nombre de femmes formées dans les caucus et dans les mentorats augmente.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Liste des femmes à des postes à responsabilités - Procès-verbaux des Conseils - Liste des présences lors des Conseils - Structures et organigrammes des conseils et communautés - Enquêtes par questionnaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Les autorités et la population locale est sensible aux discours de GWED-G. - Le cadre politique favorable à la question Genre est conservé.
<p>OS2 : Améliorer la communication interne, entre la direction et les collaborateurs, et externe, sur le plan local et international, afin de consolider institutionnellement l'organisation</p>	<p>OS2 I 1 : La direction et les collaborateurs se coordonnent et communiquent régulièrement OS2 I 2 : Communication/diffusion régulière des activités et projets de l'organisation auprès des acteurs locaux et internationaux OS2 I 3 : L'organisation développe des stratégies de communication et de sensibilisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de coordination des réunions de GWED-G - Évaluation et rapports annuels - Les documents/publications de qualité - Guides et marches à suivre de communication - Analyses statistiques (interactions publiques sur les réseaux sociaux) - Messages reçus du public - Rapports de début et de fin de programme 	<ul style="list-style-type: none"> - Le partenaire dispose de suffisamment de financements de projets pour assurer le maintien de sa structure. - L'équipe est sensibilisé à l'amélioration du cadre de travail lié à une meilleure communication interne et externe. - Les donateurs disposent de suffisamment de revenus pour continuer à faire des dons.
Résultats escomptés (Outputs)	Indicateurs	Sources de vérification	Activités (Inputs)
<p>OS1 R1 : Les femmes développent leurs capacités de leadership au sein des organisations communautaires</p>	<p>OS1 R1 I 1 : nombre de caucus organisés Valeur de base : pas de caucus organisés Valeur cible : 4 caucus organisés sur le leadership des femmes OS1 R1 I 2 : nombre de conférences organisées Valeur de base : pas de conférence organisée Valeur cible : 1 conférence annuelle organisée sur le leadership des femmes OS1 R1 I 3 : nombre de réunions organisées Valeur de base : pas de réunions organisées Valeur cible : 24 réunions de sensibilisation organisées OS1 R1 I 4 : nombre de femmes formées à des positions dirigeantes Valeur de base : 0 femme formée Valeur cible : 80 femmes formées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Liste de présences - Flyer des événements - Procès-verbaux des réunions / programme des événements - Rapports de projet, rapports de formation - Images, vidéos 	<p>A1.1 : Organiser 4 caucus de femmes dirigeantes dans les conseils de deux districts A1.2 : Organiser une conférence annuelle sur le leadership des femmes A1.3 : Organiser 24 réunions de sensibilisation sur les droits fonciers des femmes, l'accès à la justice et la participation de prise de décision A1.4 : Organiser des formations pour 80 femmes sur l'intégration de la dimension de genre, les législations sensibles au genre ou la budgétisation.</p>

<p>OS1 R2 : Les femmes participent activement dans les processus de décision politique et dans les plateformes d'échange</p>	<p>OS1 R2 I 1 : nombre de participant-e-s aux plateformes de dialogue et à leur planification Valeur de base : pas de participant Valeur cible : 200 participant-e-s OS1 R2 I 2 : nombre de participant-e-s aux réunions de réflexion Valeur de base : pas de participant Valeur cible : 40 participant-e-s OS1 R2 I 3 : nombre d'émissions diffusées Valeur de base : pas de talk-shows Valeur cible : 8 talk-shows radio et 20 messages de sensibilisation diffusés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Liste de présences - Nombre d'auditeurs - Enregistrement des talk-shows 	<p>A2.1 : Réaliser 6 dialogues au sujet de la participation des femmes aux initiatives de développement A.2.2 : Réaliser 2 réunions de réflexion sur les projets et ses acteurs (80 femmes) A2.3 : Créer 8 talk-shows radio et 20 campagnes de sensibilisation sur l'importance de la participation des femmes dans les rôles de leaders</p>
<p>OS2 R1 : L'organisation se renforce institutionnellement</p>	<p>OS2 R1 I 1 : nombre processus liés aux rapport/résumé/étude de cas améliorés/créés Valeur de base : 0 rapport/résumé/étude de cas amélioré/rédigé Valeur cible : 6 rapports/résumés/études de cas améliorés/rédigés OS2 R1 I 2 : nombre de projets documentés Valeur de base : 15 projet documenté Valeur cible : 18 projets documentés OS2 R1 I 3 : nombre de projets soumis à un processus de suivi et évaluation Valeur de base : 4 suivi et évaluation des projets Valeur cible : 7 suivis et évaluations des projets</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les différents documents et supports améliorés/rédigés/créés - Outils de collecte de données - Rapports de suivi et d'évaluation de qualités - Rapports de fin de projet 	<p>A3.1 : Appuyer le personnel dans la rédaction et l'amélioration de la qualité de rapports/résumés/études de cas/notes de synthèse A3.2 : Documenter l'historique et les évolutions des différents projets et des activités d'engagement civique sous formes d'articles, de photographies et vidéos A3.3 : Appuyer le personnel dans la collecte de données, le système de suivi et d'évaluation de la qualité des projets et interventions et les historiques d'évolution des projets</p>
<p>OS2 R2 : L'organisation améliore et développe sa communication interne et externe</p>	<p>OS2 R2 I 1 : nombre de stratégies et messages de sensibilisation développés/diffusés Valeur de base : 15 stratégie/message de sensibilisation Valeur cible : 20 stratégies/messages de sensibilisation OS2 R2 I 2 : nombre de matériel de communication et de plaidoyer produit Valeur de base : 0 matériel de communication et plaidoyer Valeur cible : 10 nouveaux matériels de communication et plaidoyer OS2 R2 I 3 : nombre d'abonnés/posts Valeur de base : 50 posts/année, 709 abonnés (FB) Valeur cible : 100 posts/année, 1500 abonnés (FB)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Matériel de communication et de plaidoyer développés pour divers projets - Postes/publications sur les réseaux sociaux - Nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux - Rapports de l'échange Sud-Nord - Contacts et réseau créés dans le cadre de l'échange Sud-Nord 	<p>A4.1 : Appuyer le personnel dans l'élaboration des stratégies/messages de sensibilisation A4.2 : Production de matériel et supports de communication et des programmes de plaidoyer pour divers projets et interventions A4.3 : Communiquer et promouvoir les projets et interventions au travers de divers médias (médias traditionnels et réseaux sociaux) pour toucher un public local et international A4.4 : Échange Sud-Nord en Suisse pour valoriser le partage de savoir et renforcer la légitimité du partenaire</p>
<p>Bénéficiaires directs</p>	<p>48'840 bénéficiaires directs, répartis en plusieurs groupes-cibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les femmes et les filles pauvres et vulnérables, âgées de 14 à 50 ans - Les victimes de la guerre (femmes et filles, hommes et garçons) - Les jeunes âgés de 12 à 35 ans <p>Plus spécifiquement, ces groupes sont composés de personnes aux vulnérabilités très diverses. Il s'agit notamment d'enfants nés en détention, de mères-enfants, d'enfants soldats, de victimes de viols et de mutilations, d'anciens combattants, d'hommes vulnérables, de victimes d'expulsions de terres, des femmes et les filles en âge de procréer ou de victimes de violences sexuelles. D'autres groupes clés seront sensibilisés à ces problématiques : les dirigeants et conseillers locaux, les activistes communautaires ou les chefs de sous-comtés par exemple.</p>		
<p>Bénéficiaires indirects</p>	<p>229'548 bénéficiaires indirects (48 840 bénéficiaires directs, multipliés par 4,7, soit la taille moyenne des ménages en Ouganda en 2019²¹).</p>		

²¹ Source : <https://www.africageoportal.com/datasets/7d67a1f9ed68499dbec68b94dc8af8e5>

3. Chronogramme :

Résultats escomptés : (v. tableau ci-dessus) <i>Copier les résultats attendus et définis sous pt.2</i>	Activités prévues : (v. tableau ci-dessus) <i>Copier les activités listées sous le point 2</i>	Année 1				Année 2			
		1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^e trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
OS1 R1 : Les femmes développent leurs capacités de leadership au sein des organisations communautaires	a. Organiser 4 caucus de femmes dirigeantes dans les conseils de deux districts			X		X	X	X	
	b. Organiser une conférence annuelle sur le leadership des femmes				X				
	c. Organiser 24 réunions de sensibilisation sur les droits fonciers des femmes, l'accès à la justice et la participation de prise de décision		X	X	X	X	X	X	X
	d. Organiser des formations pour 80 femmes sur l'intégration de la dimension de genre, les législations sensibles au genre ou la budgétisation.	X	X	X	X	X	X	X	X
OS1 R2 : Les femmes participent activement dans les processus de décision politique	a. Réaliser 6 dialogues au sujet de la participation des femmes aux initiatives de développement		X	X		X	X	X	X
	b. Réaliser 2 réunions de réflexion sur les projets et ses acteurs				X			X	
	c. Créer 8 talk-shows radio de sensibilisation sur l'importance de la participation des femmes dans les rôles de leaders	X	X	X	X	X	X	X	X
OS2 R1 : L'organisation se renforce institutionnellement	a. Appuyer le personnel dans la rédaction et l'amélioration de la qualité de rapports/résumés/études de cas	X	X	X	X	X	X	X	X
	b. Documenter l'historique et les évolutions des différents projets et des activités d'engagement civique sous formes d'articles, de photographies et vidéos	X	X	X	X	X	X	X	X
	c. Appuyer le personnel dans la collecte de données, le système de suivi et d'évaluation de la qualité des projets et interventions	X	X	X	X	X	X	X	X

OS2 R2 : L'organisation améliore et développe sa communication interne et externe	a. Appuyer le personnel dans l'élaboration des stratégies/messages de sensibilisation	X	X	X	X	X	X	X	X
	b. Concevoir le matériel de communication et des programmes de plaidoyer pour divers projets et interventions	X	X	X	X	X	X	X	X
	c. Communiquer et promouvoir les projets et interventions au travers de divers médias (médias traditionnels et réseaux sociaux) pour toucher un public local et international	X	X	X	X	X	X	X	X
	d. Echange Sud-Nord en Suisse pour valoriser le partage de savoir et renforcer la légitimité du partenaire								X

4. Matrice des risques : Un risque est un facteur susceptible de gêner ou d'empêcher l'atteinte des résultats d'un projet.

Nature du risque et description (Liste non exhaustive à compléter au besoin)	Gravité 1-4 (Peu-très grave)	Traitement du risque : Actions préventives et correctrices
Humains		
Barrière linguistique limite la communication avec les bénéficiaires directs du projet	1	Recours à des traducteurs pour faciliter le dialogue avec les bénéficiaires
Risque d'attraper des maladies tropicales ex : malaria	2	Couverture d'assurance médicale et traitement rapide en cas de fièvres
Lente compréhension du contexte/dynamique culturel local	2	Le volontaire a suivi des formations Isango et a de l'expérience personnel dans le milieu multiculturel
Politiques et juridiques		
Le manque d'ouverture de la sphère politique risque de limiter l'engagement actif avec les détenteurs de droits	2	Travail de plaidoyer et de sensibilisation régulier auprès des politiques locaux
Le gouvernement ougandais se méfie des volontaires externes travaillant sur les questions de droits de l'homme et de gouvernance	2	Communication active des activités auprès des autorités locales
Environnemental		
Risque d'ajournement de la mise en œuvre du projet à cause du COVID-19	3	Préparation des ajustements et rectifications nécessaires causés par le retard

5. *Lieu et date : Lausanne, le 27.04.2020.*

Auteur du document : Bastien Morard, Coordinateur Grands Lacs

6. *Annexes :*

- a. *Carte*
- b. *Organigramme*
- c. *GWED-G_Profile*
- d. *GWED-G_Strategic Plan_2017-2022*
- e. *GWED-G_Annual Report 2018*
- f. *CV_Bastian Collet*
- g. *Echange Sud-Nord*